

DISCOURS 16 JUILLET 2016

M. Le préfet de Lozère, Mesdames et Messieurs les autorités civiles et militaires, mesdames et messieurs les élus.

Je remercie de leur présence Angelita Bettini, ancienne internée du camp, ainsi que sa famille, Renée Bernard (fille de Perla Blum, ancienne internée du camp) et sa fille, la famille d'Ida Lorber Goldbreich ancienne internée au camp à travers la présence de sa petite fille et de son arrière petite fille.



Comme l'ensemble des membres de l'association "Pour le Souvenir du Camp de Rieucros" qui comprend toutes les générations, je suis d'une génération qui n'est pas saoulée par les valeurs de la République. Si certains ne savent pas ou font mine d'ignorer ce que sont ces valeurs, pour notre part, nous n'avons pas de problème pour

les définir. Elles prennent leur source dans l'esprit des Lumières et la Révolution française ; elles mettent au cœur du projet politique de notre pays que les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits, la distinction ne pouvant se fonder que sur l'utilité commune ; que la souveraineté réside dans la nation ; que tout citoyen a droit à concourir à l'élaboration de la loi. Ces droits ont vocation à être universels et ne sont pas limités par les frontières, raison pour laquelle cette déclaration a inspiré la DUDH. La République s'est trouvée renforcée par la loi de 1905, dite de Séparation des Eglises et de l'Etat qui renvoie le religieux à la sphère privée, loi dont nous mesurons encore plus aujourd'hui l'importance.

Il est certain que la France a connu plusieurs régimes politiques : le temps des chefferies, celui de la royauté, celui de l'Empire, la dictature du régime de Vichy et les différentes républiques. Entre tous ces régimes politiques, nous faisons assez facilement notre choix, il me semble. En effet qu'est-ce que la France sans la République ?



C'est lorsque la République a failli ou lorsqu'elle fut détruite par Pétain que notre pays a connu ses heures les plus sombres. Les 16 et 17 juillet 1942, à la demande des autorités nazies, le gouvernement de Vichy a prêté son concours à la rafle de milliers de juifs : 13 000 furent arrêtés sur les 22 000 prévus (en région parisienne). Beaucoup se sauvèrent par eux-mêmes, nombreux furent aussi ceux qui durent leur vie au manque de zèle des policiers. Cette rafle représente à elle seule plus du quart des 42 000 Juifs envoyés de France à Auschwitz en 1942, dont seuls 811 reviendront chez eux après la fin de la guerre. Elle fut réalisée avec le concours de la police française dans le cadre de la politique de collaboration. C'est cette même logique qui concourt à la déportation des juives du camp de Brens, anciennement internée au camp de Rieucros, en août 1942.

Nous sommes convaincus que c'est parce que ces valeurs de la République ont été attaquées, dévoyées que des choses terribles se sont passées. C'est bien le manque de République qui a coûté la vie aux juifs de France.

Aussi, une commémoration comme celle qui nous réunit aujourd'hui n'a pas pour seule finalité la condamnation de la barbarie nazie et de ses complices. Elle nous fortifie dans notre attachement aux valeurs de la République, notre République qui est indivisible, laïque, démocratique et sociale.



Sandrine Peyrac
16 juillet 2016